

DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT

Les dépenses des administrations publiques servent à assurer la fourniture de biens et de services et à redistribuer les revenus. Pour financer ces activités, les États ont recours aux recettes (notamment fiscales) qu'elles perçoivent et/ou à l'emprunt. Le montant, par habitant, des recettes collectées ou des dépenses effectuées offre donc deux moyens de comparer la taille des administrations publiques de différents pays. Les écarts observés entre les pays peuvent toutefois également traduire des divergences dans la conception des services publics et de la gestion des deniers publics (conduisant notamment à opter pour des allègements fiscaux de préférence à des dépenses directes). De plus, les recettes et les dépenses sont fortement tributaires des fluctuations de l'activité économique. La crise financière mondiale récente a lourdement pesé sur les recettes publiques dans un grand nombre de pays de l'OCDE.

Définition

Le secteur des administrations publiques regroupe l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales ainsi que les administrations de sécurité sociale rattachées à ces entités. Les données sont fondées sur le Système de comptabilité nationale de 1993 ou sur le Système européen des comptes nationaux de 1995 de sorte que

En bref

En moyenne dans la zone de l'OCDE, les administrations publiques ont collecté en 2010 environ 14 000 dollars USD de recettes par habitant et dépensé près de 16 000 dollars USD par habitant.

Le Luxembourg et la Norvège sont les pays de l'OCDE qui affichent les montants les plus élevés de recettes par habitant puisqu'ils ont perçu plus de 30 000 USD par tête ; ces chiffres traduisent l'importance des flux de travailleurs frontaliers et des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés dans le cas du Luxembourg, et des recettes du pétrole dans celui de la Norvège. Ces deux pays, ainsi que l'Irlande, sont aussi ceux dans lesquels les dépenses des administrations publiques par habitant ont été les plus élevées (plus de 25 000 USD).

La Turquie, le Mexique et le Chili sont les pays dont les recettes par habitant sont les plus faibles : inférieures à 6 000 USD en 2010. Les dépenses des administrations publiques de ces pays sont également nettement en dessous de la moyenne (puisqu'elles représentent à peine 6 000 USD par habitant, voire moins). En règle générale, les pays d'Europe centrale collectent eux aussi comparativement moins de recettes par habitant et dépensent également moins que la plupart des pays de l'OCDE.

Dans tous les pays, à l'exception d'un seul (Israël), les recettes et les dépenses, par habitant, des administrations publiques ont augmenté entre 2001 et 2010. En termes réels, sur la période 2001-2010, l'Irlande a enregistré une croissance annuelle des dépenses des administrations publiques par habitant de 9 %, l'Estonie et la Corée se classant immédiatement après elle (avec un chiffre supérieur à 5 %). Sur la même période, ces deux derniers pays arrivent également en tête pour la croissance annuelle réelle des recettes collectées par habitant (d'environ 5 %).

tous les pays utilisent un ensemble commun de définitions. Les estimations sous-jacentes concernant la population sont fondées sur la notion de résidence. Elles tiennent compte des personnes qui sont résidentes d'un pays pendant plus d'une année, indépendamment de leur citoyenneté, ainsi que des personnels diplomatiques étrangers, et des personnels de défense, et de leurs familles, et des étudiants et patients suivant un cursus ou un traitement médical à l'étranger, même s'ils demeurent à l'étranger pendant plus d'une année. Il découle de la "règle d'une année" que les résidents habituels d'un pays qui vivent à l'étranger pendant moins d'une année sont comptabilisés dans la population tandis que les visiteurs étrangers (les vacanciers par exemple) qui séjournent dans le pays pendant moins d'un an en sont exclus.

Comparabilité

Les différences apparaissant dans certains pays entre les montants des recettes et des dépenses, par habitant, des administrations publiques peuvent s'expliquer par le fait que des individus peuvent être comptabilisés en tant que salariés dans un pays (considérant qu'ils contribuent au PIB de ce pays en participant à la production), mais en tant que résidents d'un autre pays (auquel cas leurs traitements et salaires entrent dans le revenu national brut de leur pays de résidence). Les données relatives à l'Australie, le Chili, la Corée, la Fédération de Russie et la Nouvelle-Zélande concernent 2009 plutôt que 2010. Le Chili, le Japon et la Turquie ne sont pas pris en compte dans les séries de données chronologiques concernant la moyenne de l'OCDE. Les données relatives au Mexique et à la Fédération de Russie se rapportent à 2003 et 2002 respectivement plutôt qu'à 2001. Les données sur la Turquie portent sur 2006 plutôt que sur 2005.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Making the Most of Public Investment in a Tight Fiscal Environment, Multi-level Governance Lessons from the Crisis*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Value for Money in Government*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- OCDE (2010), *Principaux agrégats, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE.
- "Panorama des comptes nationaux", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.

Sites Internet

- Panorama des administrations publiques 2009 (matériel supplémentaire), www.oecd.org/indicateurs/panoramaapu.



DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT

Dépenses et recettes des administrations publiques par habitant

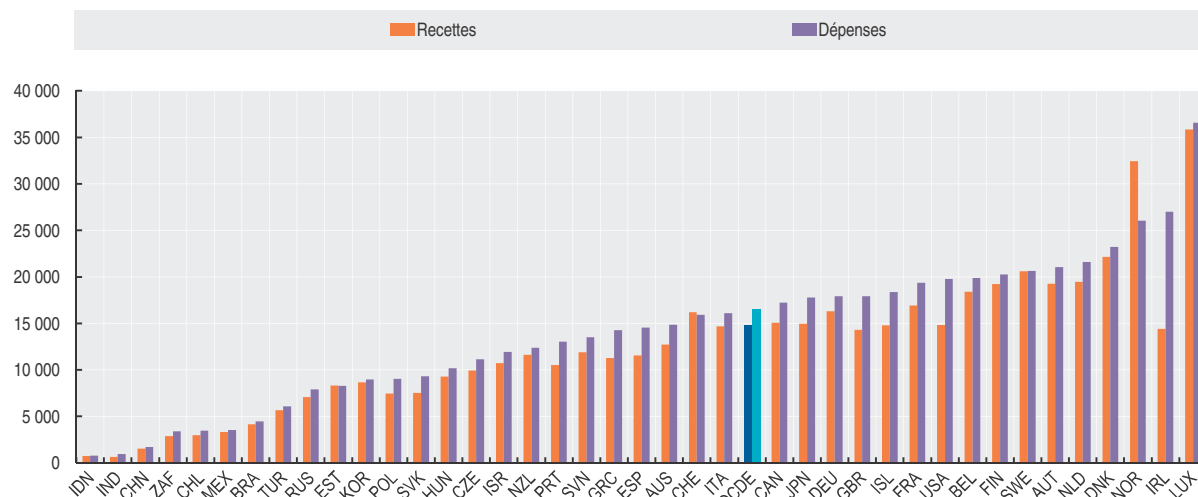
dollars des EU, prix courants et PPA

	Recettes des administrations publiques par habitant				Dépenses des administrations publiques par habitant			
	2001	2005	2007	2010	2001	2005	2007	2010
Allemagne	11 895	13 560	15 554	16 309	12 716	14 597	15 473	17 910
Australie	10 174	12 389	13 600	12 725	10 212	11 839	13 016	14 865
Autriche	14 832	16 207	18 126	19 264	14 888	16 813	18 504	21 056
Belgique	14 110	15 861	17 172	18 413	14 010	16 705	17 206	19 895
Canada	12 508	14 340	15 632	15 051	12 315	13 797	15 092	17 221
Chili	..	..	3 711	3 003	..	..	3 231	3 479
Corée	5 130	6 828	8 721	8 678	4 342	6 058	7 501	8 988
Danemark	16 297	19 190	20 976	22 140	15 949	17 524	19 165	23 226
Espagne	8 605	10 875	13 259	11 569	8 728	10 528	12 639	14 548
Estonie	3 714	5 822	7 849	8 333	3 721	5 554	7 333	8 280
États-Unis	12 350	14 045	15 759	14 827	12 545	15 405	17 033	19 780
Finlande	14 081	16 287	19 070	19 224	12 734	15 473	17 155	20 263
France	13 308	14 956	16 525	16 936	13 748	15 832	17 437	19 364
Grèce	8 139	9 487	11 308	11 287	9 024	10 859	13 186	14 271
Hongrie	5 853	7 159	8 627	9 283	6 407	8 505	9 598	10 163
Irlande	10 454	13 778	16 656	14 412	10 163	13 130	16 628	27 020
Islande	12 757	16 496	17 720	14 777	12 966	14 783	15 712	18 362
Israël	11 095	10 364	11 455	10 723	12 563	11 486	11 775	11 933
Italie	12 144	12 280	14 759	14 682	13 014	13 551	15 269	16 110
Japon	..	12 646	14 350	14 951	..	14 111	15 047	17 775
Luxembourg	23 853	28 391	33 780	35 850	20 560	28 388	30 667	36 586
Mexique	2 087	2 425	2 893	3 323	2 080	2 377	2 963	3 545
Norvège	21 297	27 077	32 208	32 445	16 358	19 913	22 539	26 043
Nouvelle-Zélande	8 496	10 696	12 360	11 622	8 170	9 528	11 107	12 364
Pays-Bas	13 883	15 628	18 507	19 483	13 961	15 727	18 441	21 591
Pologne	4 219	5 427	6 755	7 470	4 796	5 989	7 070	9 032
Portugal	7 097	8 563	9 959	10 532	7 987	9 950	10 736	13 035
République slovaque	4 580	5 688	6 763	7 527	5 366	6 143	7 142	9 312
République tchèque	6 449	8 457	10 262	9 926	7 390	9 147	10 448	11 135
Royaume-Uni	11 207	13 313	14 703	14 323	11 073	14 432	15 675	17 934
Slovénie	7 994	10 282	11 549	11 914	8 723	10 633	11 561	13 532
Suède	15 837	18 247	20 984	20 616	15 390	17 611	19 606	20 637
Suisse	11 122	12 261	14 537	16 207	11 164	12 512	13 817	15 931
Turquie	..	4 350	4 582	5 681	..	4 253	4 793	6 088
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	10 825	12 786	14 775	14 835	10 744	12 735	14 242	16 578
Afrique du Sud	1 704	2 323	2 940	2 894	1 784	2 323	2 790	3 405
Brésil	2 493	3 077	3 526	4 145	2 685	3 381	3 792	4 463
Chine	395	706	1 098	1 524	469	763	1 048	1 697
Fédération de Russie	3 333	4 751	6 832	7 090	3 387	4 039	5 898	7 897
Inde	273	418	594	643	439	565	708	957
Indonésie	490	617	712	741	558	597	750	794

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715780>

Recettes et dépenses des administrations publiques par habitant

Dollars EU, prix courants et PPA, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715799>



Extrait de :
OECD Factbook 2013
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2013-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Dépenses et recettes des administrations publiques par habitant », dans *OECD Factbook 2013 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2013-84-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.